

Commune de JASSANS-RIOTTIER

Arrêté n° 2021/09/10

date de la demande : 06 septembre 2021  
demandeur : M GAILLARDON Jean-Claude /  
Mme GAILLARDON Nicole / Mme FAVROT  
Sylvaine

pour : Prorogation d'un permis d'aménager

## **ARRÊTÉ de PROROGATION d'une AUTORISATION d'URBANISME**

**Le maire de JASSANS-RIOTTIER,**

Vu la demande de prorogation d'un permis d'aménager présentée le 06 septembre 2021 par M. GAILLARDON Jean-Claude / Mme GAILLARDON Nicole / Mme FAVROT Sylvaine ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29/03/2018

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de Jassans-Riottier,

Vu l'autorisation de permis de construire N° PA 001 194 17 00001 délivrée à M GAILLARDON Jean-Claude / Mme GAILLARDON Nicole / Mme FAVROT Sylvaine en date du 21 novembre 2017,

Vu la demande de prorogation des bénéficiaires de l'autorisation en date du 06 septembre 2021,

### **ARRÊTE**

#### **Article 1:**

Le présent arrêté a pour effet de proroger le délai de validité du permis d'aménager initial pour une durée d'une année supplémentaire.

#### **Article 2:**

Les prescriptions du permis d'aménager initial, non modifiées par la présente décision, sont maintenues.

Fait à JASSANS-RIOTTIER, le 16 septembre 2021

Le Maire  
Jean-Pierre REVERCHON



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de cette transmission.*

#### **INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT**

- La prorogation est délivrée sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé, ...)
- Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).